

Rennes, 10 mars 2011

Communiqué

Lors de la visite dans le Morbihan du Président de la République, Nicolas Sarkozy a invité les Bretons à « prendre leur destin en main ».

C'est le mot d'ordre qui a inspiré le projet et qui sous-tend l'action de Bernadette MALGORN et des conseillers régionaux du groupe des élus de la droite et du centre au Conseil régional de Bretagne.

Sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy, le gouvernement de François Fillon a entrepris les réformes indispensables pour que la France joue son rôle en Europe et dans le monde, pour que notre pays puisse affronter les bourrasques économiques, financières et politiques, pour que l'avenir soit assuré dans la solidarité des générations.

Ce que nous voulons pour la Bretagne ?

C'est à nous, élus locaux, acteurs socioéconomiques de le définir et de prendre les initiatives pour que la Bretagne prenne pleinement sa part au développement de la France et de l'Europe du 21^{ème} siècle.

Les élus du groupe « Bretagne à Venir - Breizh da Zont » ont depuis maintenant un an défendu, au sein de l'assemblée régionale, un véritable projet économique, social et environnemental pour la Bretagne avec une volonté permanente de rééquilibrage des territoires entre l'ouest et l'est breton, la promotion d'une agriculture productive écologiquement responsable, l'accompagnement des jeunes en apprentissage et la mise en valeur de notre identité bretonne.

C'est pourquoi :

- Nous n'avons pas voulu attendre 2025 pour la desserte TGV de Brest et Quimper à 3heures de Paris et 1heure 30minutes de Rennes.
- Nous avons obtenu l'inscription au Schéma national des infrastructures de transports de l'achèvement de la RN164, véritable colonne vertébrale du désenclavement du centre Bretagne et infrastructure majeure pour nos industries agroalimentaires bretonnes. Nous avons d'ailleurs proposé d'y consacrer sans attendre les 29 millions d'euros que l'exécutif régional veut consacrer à la construction de la plateforme aéroportuaire de Notre Dame des landes, conformément au consensus breton.



- Nous avons toujours été favorables à toute démarche concrète pour une véritable réunification administrative de la Bretagne. Dans cet esprit, nous soutenons les dessertes de Notre Dame des Landes vers Rennes et Nantes dans un calendrier qui respecte la priorité au rééquilibrage de toute la Bretagne.
- Pour le développement de nos entreprises et l'emploi, nous soutenons un développement économique breton centré sur la compétitivité de nos entreprises, sur leur capacité à investir, innover, embaucher des jeunes en favorisant l'apprentissage et des seniors par une formation accrue tout au long de leur parcours professionnel.
- Nous agissons concrètement aux côtés du monde agricole pour défendre une agriculture productive, exportatrice, écologiquement responsable et créatrice d'emplois. C'est le gage du maintien et du développement des exploitations agricoles et des industries agro-alimentaires en Bretagne.
- Nous n'acceptons pas que, dans la politique régionale, les langues soient noyées dans le chapitre formation au même titre que l'investissement des lycées. Bien sûr, l'éducation a sa part de responsabilité mais n'oublions pas la transmission au sein de la famille, les arts, les lettres. C'est une mobilisation de tous qui permettra de sauver le Breton !
- Nous militons pour l'égalité professionnelle en exigeant des conditions d'accueil dans les internats et les centres de formation d'apprentis équivalentes pour les filles et les garçons.

Contrairement à l'exécutif actuel qui oppose, en discours, l'Etat et la Région pour, en réalité, se mettre à la remorque de celui-ci, les élus de la droite et du centre se situent dans une logique de partenariat où la Région doit prendre l'initiative et convaincre l'Etat de l'accompagner.

Voilà ce que les élus du groupe «Bretagne à Venir-Breizh da Zont» veulent pour une Bretagne rayonnante en France et en Europe.